

ECONOMIE

economie.union@sonapresse.com

Les valeurs du Trésor assimilables : un mécanisme crédible

Innocent M'BADOUA
Libreville/Gabon

QU'IL s'agisse des Obligations du Trésor assimilables (OTA) importantes pour les investissements à moyen et à long termes ou encore les Bons du Trésor assimilables (BTA) nécessaires à assurer les soldures de trésorerie. Les valeurs du Trésor sont devenues aujourd'hui des instruments de levée des

fonds sur le marché financier sous-régional et de crédibilité des États. S'agissant du Gabon, ses valeurs du Trésor sont bien cotées auprès des investisseurs. Des emprunts obligataires de 2021, une note de la Direction générale de la Comptabilité publique et du Trésor (DGCPT) indique que les paiements se font sans couac : " Au 31 décembre 2021, l'encours de ces émissions se chiffre à 316,43 milliards de FCFA. Cela correspond à des remboursements effectifs

s'élevant à 413, 20 milliards FCFA, les emprunts émis en 2007, 2015 et 2016 ayant été entièrement soldés. Pour ces opérations également, aucun incident de paiement n'a été relevé". La raison de cette confiance des investisseurs réside dans le mécanisme de remboursement mis en place par l'État gabonais. À savoir que les échéances sont payées à dates convenues. Un compte ouvert auprès de la Banque des États de l'Afrique centrale (BEAC) garantit le paiement automatique, si jamais un retard est observé.

" Nous ne pouvons nous amuser avec le paiement régulier des échéanciers des investisseurs. Le non-respect des échéances pourrait



Photo: I.M'B
Franck Yann Koubdje, directeur général de la Comptabilité publique et du Trésor

mettre le pays sur le défaut de paiement. Cela à un impact sur l'image du pays à l'international", a déclaré le directeur général de la

Comptabilité publique et du Trésor, Franck Yann Koubdje, lors de la présentation de la stratégie 2022 d'émissions des valeurs du Trésor.

Le cancer pernicious des rétrocommissions

I.M'B
Libreville/Gabon

MONSIEUR X... dont la société basée à Nkok a fourni des prestations à l'État pendant le Covid-19 a obtenu le règlement d'une prestation longtemps en attente de paiement au Trésor. Peu avant ce règlement, quelques agents véreux intervenant dans le circuit de la dépense téléphonent à l'homme d'affaires pour s'arroger la paternité du règlement. "Sans moi, tu n'aurais pas été payé d'aussitôt. Mais il faut penser au chef". L'homme d'affaires n'ira pas chez les deux agents véreux pour faire parvenir "le colis spécial au chef", mais plutôt chez une autorité proche du chef, avec un sachet contenant 10 % du paiement effectué, une colossale somme. Le businessman s'entendra dire que "le chef n'a rien demandé, retourne avec ton argent".

Des histoires authentiques de ce genre se comptent par dizaines. Ceux qui sont dans le secret de la haute administration savent qu'un malaise s'installe au Gabon : celui des rétrocommissions demandées par tous les intervenants dans le circuit de la dépense. Ils deviennent un peu plus nombreux, les administratifs et intermédiaires



Photo: DR/L'Union
L'argent devient une obsession dans les circuits de la dépense.

des circuits financiers à faire des rétrocommissions leur motivation à travailler. "Je gagne quoi là dedans ?" La demande des rétrocommissions prend tantôt de manière douce, tantôt directe. "Tu veux que ton dossier aboutisse rapidement, il faut arroser". Même les retraités qui viennent pour leurs maigres pensions n'échappent pas à cette extorsion huilée de fonds orchestrées par ces fonctionnaires aux dents bien aiguisées. Ces mauvaises pratiques prennent les allures de pratiques normales. Dans cette optique, les chefs de service deviennent, tantôt plus zélés que les directeurs généraux, usant de leurs noms pour déplumer opérateurs économiques ou usagers personnes physiques. L'administration devrait s'attaquer à ce cancer qui ternit le climat des affaires au Gabon, gênant certains responsables soucieux de leur image RSE.

Contrôler des fonds collectés et alloués aux projets

I.M'B.
Libreville/Gabon

C'EST un travail formidable qu'abat le gouvernement pour collecter les fonds, via les valeurs publiques du Trésor. Le gouvernement l'a répété, il s'agit de financer des projets de développement socio-économique. Sauf que les chiffres le démontrent, les fonds collectés sur le marché financier ont été importants.

De mai 2013 à 2021 par exemple, le Gabon a émis pour les besoins de gestion de sa trésorerie 335 émissions de Bons du Trésor assimilables, totalisant un montant de 3 586, 70 milliards de francs CFA. Cependant certaines réalisations, budgétisées et financées, ne sont pas perceptibles sur le terrain. Autrement dit, les sommes collectées sur les marchés financiers ne sont pas allées au financement des projets. L'autre pratique courante, qui tant à se généraliser ces dernières années, malgré les opérations anti-corruption, est celle des dossiers fictifs. Le comptable public



Photo: Julie Nguimbi
Un des nombreux chantiers, la mairie d'Omboue où l'entrepreneur a disparu avec 224 millions de FCFA.

qui paie sur pièce un dossier ne peut se douter de la supercherie et l'argent détourné.

Ainsi mentionne-t-on le cas d'une entreprise qui a bénéficié d'un paiement de près de 850 millions de francs CFA, pour avoir transporté gratuitement des Gabonais pendant la pandémie de Covid-19. Le dossier était clair, irréprochable : réponse à l'appel d'offres, passation de marché, etc. Dans les faits, la société en question gérée par une dame ne pouvait justifier d'un matériel

roulant (bus ou autres), encore moins sur quel(s) trajet(s) ce transport a été effectué car, on sait quelle société a été affectée à un trajet donné.

Autre cas, de l'argent a été décaissé pour la construction d'un établissement scolaire. Dans la ville bénéficiaire, aucun bâtiment n'est sorti de terre.

Complices de cette forfaiture, les cabinets agréés dédiés à la vérification des chantiers publics qui rédigent des faux rapports d'exécution des travaux.